



Déclaration liminaire au ministère le vendredi 17 mai 2024

La réforme de la formation initiale mérite mieux et plus !

Le S nec-CFTC constate qu'une fois de plus le projet de réforme portant sur les Écoles normales du XXI^{ème} siècle a été présenté à la presse avant de consulter les organisations syndicales.

Nous déplorons vivement le délai de concertation entre les organisations syndicales du public et celles du privé.

Pour rappel, la dernière réunion de concertation présentant cette réforme remonte à novembre 2023. Et depuis, c'est un silence assourdissant ! Puis, c'est par une annonce présidentielle que ce projet est remis en selle. Une fois de plus, le dialogue social avec les représentants des maîtres a lui pris un coup de sabot.

A quatre mois de la rentrée scolaire , le S nec-CFTC exprime sa vive inquiétude sur ce projet de réforme, le qualifiant d'énième solution de fortune, élaboré dans l'urgence et incapable de répondre aux enjeux du recrutement et de la formation des enseignants.

Le MEN souhaite cette réforme pour régler le problème d'attractivité.

Or pour le S nec-CFTC, un métier attractif :

- est un métier reconnu par le salaire qui doit être en adéquation avec le niveau de formation ;
- est un métier reconnu par son propre employeur.
- est un métier pour lequel l'employeur traite ses agents comme des personnes à part entière ;
- est un métier dans lequel l'enseignant est écouté et entendu ;
- est un métier où l'enseignant n'est pas qu'un simple exécutant, mais un pédagogue, un chercheur, ...

Par conséquent, l'enseignant n'est pas une courroie de transmission des réformes qui sont pensées hors du terrain et sans concertation avec les organisations syndicales, qui elles ne sont pas déconnectées.

Nous souhaitons dire à Madame la Ministre et à Monsieur le Président de la République que la pédagogie de projet est pratiquée au quotidien par les enseignants et que nous ne sommes pas dupes.

Le S nec-CFTC regrette que systématiquement les projets présentés soient déjà prêts à l'emploi, laissant peu de place aux propositions des professionnels du terrain que nous représentons. Nous refusons d'être le faire valoir d'une négociation qui n'est en fait qu'une stratégie de communication.